

Burundi

Existe-t-il actuellement un processus révolutionnaire au Burundi ?

Par le Secrétariat national aux Relations internationales du CNDD,

juin 2015

Depuis plus de deux mois, le Burundi est à la une de l'actualité africaine, voire mondiale. Des manifestants, essentiellement des jeunes, descendent dans les rues des quartiers de Bujumbura et dans certaines localités de l'intérieur du pays depuis le 26 avril 2015. L'investiture du président Nkurunziza par son parti le 25 avril 2015 à la candidature aux élections présidentielles semble avoir mis le feu aux poudres. La raison n'est pas tant cette candidature que son illégalité car ce serait un troisième mandat en totale contradiction avec l'esprit et la lettre des accords de paix et de réconciliation d'Arusha ainsi que de la constitution de la République. L'opposition politique, la société civile ainsi que l'Eglise catholique considèrent cette 3^{ème} candidature anticonstitutionnelle¹ et contraire aux accords d'Arusha de 2000² qui avaient permis la mise en place d'un processus qui avait mis fin à une longue guerre civile de 12 ans. Mais ce fameux troisième mandat peut-il à lui seul expliquer la détermination de ces jeunes et tout ce beau monde à poursuivre des manifestations pendant une si longue période malgré le risque de se faire tuer par une police qui n'hésite pas à tirer à balles réelles ? L'on enregistre en effet en moyenne un mort chaque jour par balle et plusieurs blessés graves depuis le début des manifestations. Des centaines d'autres sont arrêtés et torturés dans les centres de détentions de la police et des services de renseignement. Les choses sont en effet plus complexes et la candidature au 3^{ème} mandat semble n'être qu'une goutte qui a fait déborder le vase.

Après une brève présentation du Burundi, nous allons essayer d'éclairer l'opinion en remontant à la naissance du CNDD-FDD, parti de Nkurunziza, mais dont il ignore visiblement les fondements et les objectifs originels., son accession au pouvoir, son système de gestion du pays et terminer sur la crise actuelle.

1. Présentation du Burundi

D'abord quelques rappels pour souligner en quoi le Burundi peut intéresser les puissances néocoloniales :

Le Burundi est un pays à cheval entre l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Est, situé à l'est de la République Démocratique du Congo--RDC, au sud du Rwanda et à l'ouest de la Tanzanie, il est membre de l'EAC, CPGL, CEAC. Le Burundi a une superficie de 27834 km², une population estimée à 10.888.000 habitants, soit une densité d'environ 300 habitants au km². La population a une croissance de 3,70% selon les estimations de 2005. Ce petit pays occupe et présente comme le Rwanda une position géostratégique importante pour les puissances impérialistes. Cette position leur permet d'exercer le contrôle des richesses et matières stratégiques que regorge cette région des grands lacs, entre autre, le Coltan, l'or...Plus de cent avions des multinationales

¹ Article 96 Le président de la République est élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois.

² Article des accords

atterrissaient par jour dans les forêts de l'est de la RDC selon une émission de France 24 en 2011 sur la crise financière.

Le Burundi dans son histoire comme la majorité des pays africains fait face à de multiples problèmes spécifiques et généraux ; ils se résument en contradictions externes et internes. Les contradictions externes trouvent leur origine dans les rapports qui surgirent du contact avec les puissances occidentales à l'époque coloniale et post-coloniale. Ces puissances non seulement ont pillé nos ressources matérielles, culturelles, intellectuelles de l'Afrique, mais ont interrompu le processus normal de son développement endogène. La colonisation du Burundi commence à la fin du 19^{ème} siècle par les Allemands. A la fin de la 1^{ère} guerre mondiale, l'Allemagne est contrainte d'abandonner ses colonies. Le Burundi passe alors sous la tutelle belge en même temps que le Rwanda. Ces puissances coloniales ont introduit le virus de l'ethnisme , transformant ainsi les contradictions sociales en antagonismes ethniques qui n'avaient jamais existé avant l'ère coloniale au Burundi.

Les contradictions internes ont empêché le Burundi comme beaucoup d'autres pays à se libérer et à se développer. Le Burundi indépendant depuis le 1^{er} juillet 1962 et après l'assassinat en octobre 1961 du prince Louis Rwagasore héros de l'indépendance a connu des gouvernements dirigés par des élites compradores qui amassent des richesses à travers la corruption, le pillage des ressources naturelles et des entreprises de l'Etat. L'immaturation des élites burundaises et la manipulation des sensibilités socio-ethniques par certaines puissances néocoloniales, vont dès le lendemain de l'indépendance, inaugurer une longue période marquée par des massacres cycliques à caractères politico-ethniques au Burundi. Les négociations et la signature de l'Accord d'Arusha en 2000 ont permis un véritable rapprochement des principales composantes « ethniques », Hutu et Tutsi, transformant ainsi progressivement la conscience ethnique en conscience de classe sociale. Malheureusement, l'arrivée au pouvoir de Nkurunziza et de son parti militariste CNDD FDD en 2005, n'a pas permis au peuple burundais de profiter les dividendes de cette réconciliation sur le plan socio-économique. A certains égards, la situation s'est même empirée. L'oligarchie au pouvoir qui gouverne le Burundi actuellement possède une autre caractéristique extrêmement dangereuse : elle parvient à endormir le peuple par des pratiques obscurantistes entretenues sciemment par le président de la république. Il passe les trois quarts du temps à prier et à évangéliser une population affamée à 58 % analphabètes. Cette oligarchie contrôle la totalité du pouvoir politique et économique et l'utilise pour maintenir le statu quo de l'exploitation et le sous-développement de la majorité des citoyens burundais.

2. La naissance du CNDD-FDD.

A travers de nombreuses luttes par les masses dans les pays africains, beaucoup de leaders dans leurs états donnés ont été forcés à concéder à des réformes démocratiques qui ont permis plus de libertés civiles et politiques aux peuples. C'est ainsi qu'au Burundi, le Président Buyoya arrivé au

pouvoir en 1987 par un putsch contre son cousin Bagaza, accepte la mort dans l'âme le pluralisme politique en 1992.

En juin 1993, le parti FRODEBU (Front pour la Démocratie au Burundi) créé quelques années plus tôt en clandestinité par Melchior NDADAYE et ses compagnons de lutte, Léonard NYANGOMA, KARIBWAMI Pontien, Gilles BIMAZUBUTE, etc. gagnent les élections face à BUYOYA et le parti UPRONA.

En Octobre 1993, le premier Président démocratiquement élu, Melchior NDADAYE est assassiné ainsi que nombreux de ses collaborateurs dans une tentative de coup d'Etat. Devant la résistance populaire et la désapprobation de l'opinion publique, les putschistes font semblant de céder le pouvoir. Mais le climat de rébellion de l'armée, d'insécurité et de sabotage est tel que le FRODEBU vainqueur des élections (avec NDADAYE) ne peut gouverner. Léonard NYANGOMA, en charge de l'éducation populaire, de la propagande et de la mobilisation du parti feu Président Ndadaye et son ministre de la Fonction Publique et de Rapatriement des réfugiés, devenu ministre de l'intérieur du gouvernement éphémère de feu président Ntaryamira, créa le 24 septembre 1994 le Conseil National pour la Défense de la Démocratie, le CNDD en sigle avec sa branche armée, les Forces pour le Défense de la Démocratie, les FDD. Le CNDD se fixait pour objectif primordial la défense des acquis des élections de juin 1993 en rétablissant le peuple dans ses droits inaliénables, notamment celui de se choisir ses dirigeants pour ensuite s'atteler à consolider la démocratie, la justice sociale et le développement dans un pays réconcilié avec lui-même.

La résistance populaire s'organisa, et l'armée commença à enregistrer des pertes de plus en plus importantes. Et parallèlement la situation socio-économique se dégrada. La situation devenait si intenable pour le régime militaro-civile que les négociations s'imposèrent. Ces dernières débutèrent d'abord clandestinement en Italie en 1996 entre le pouvoir putschiste de Buyoya et la résistance incarnée par le CNDD et son fondateur Nyangoma... Mais pour la réaction régionale et internationale il ne fallait pas que ce mouvement politico-militaire reste contrôlé par des hommes intègres et progressistes qui seraient sans doute non manipulables une fois au pouvoir. Aussi, s'appuyant sur les contradictions internes et l'immaturité de certains cadres de l'organisation, l'impérialisme suscita un coup d'Etat contre Léonard NYANGOMA. Une organisation militariste et fasciste était née : le CNDD-FDD. Il convient de noter que jusqu'alors la branche armée n'était reléguée à ses tâches intrinsèques à savoir les aspects militaires, tandis que le politique s'attelait aux siennes, la lutte de même nom. L'objectif visé par les impérialistes et leurs marionnettes était d'affaiblir le CNDD pour des raisons d'intérêt géostratégique avant la deuxième invasion de la RDC en 1998 dirigée par un progressiste comme le président feu Kabila. Pour eux, le CNDD pouvait constituer un obstacle aux forces d'invasion, toutes à la solde de l'impérialisme.

Les négociations se poursuivirent et le 28 Août 2000, le fameux « Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation pour le Burundi » fut signé par plusieurs partis et mouvements armés. Mais le CNDD-FDD, aile putschiste du CNDD et le FNL-Palipehutu refusèrent de signer cet accord pour des raisons jusque là inavouées mais aujourd'hui évidentes. Mais cela n'empêcha pas le début d'une transition. Ce sont les dirigeants de la transition qui continuèrent les négociations avec le CNDD-FDD qui aboutirent à la signature d'un accord séparé en Afrique du Sud en novembre 2003. Cette organisation rejoignit alors la transition et une partie de ses combattants furent intégrés au sein de l'armée gouvernementale et dans la police, tandis que d'autres étaient démobilisés

3. L'arrivée au pouvoir du CNDD-FDD

Les élections de 2005 se sont déroulées dans un climat de guerre. Le parti FNL-Palipehutu poursuivait sa lutte armée et la démobilisation des combattants du CNDD-FDD venait à peine de débuter. Les armes circulaient massivement dans le pays. Le CNDD par la voix de Léonard NYANGOMA avait suggéré de repousser les élections à une date ultérieure afin de procéder d'abord au désarmement des combattants et de la population. C'est un non catégorique qui lui fut opposé. **En effet, il s'avéra que les élections n'avaient qu'un seul but : légitimer le transfert de pouvoir au CNDD-FDD , peu importât les conditions et l'objectif ultime visé.** Les élections eurent lieu dans un climat de terreur. Les combattants du CNDD-FDD disséminés dans les quartiers et sur les collines du pays menaçaient de mort toute personne qui se hasarderait à ne pas voter ses candidats. Le Burundi allait vivre une situation similaire à celle du Liberia avec le président Taylor ou du Haïti dirigé par l'ancien dictateur Jean-Claude Duvalier dit « Bébé Doc » , celui-ci disposait aussi comme Nkurunziza des milices armées, les célèbres « Tontons Macoutes ». Le parti disposait des moyens matériels impressionnants (véhicules, argent, moyens de propagande, etc.) dont la provenance ne pouvait faire aucun doute pour une organisation qui sortait à peine du maquis. Le CNDD FDD a certainement bénéficié des financements, des soutiens matériels des puissances et réseaux extérieurs qui l'avaient créés.

4. Le système du CNDD-FDD.

a. Un populisme mystico-religieux et obscurantiste.

Dès sa prise de pouvoir, Nkurunziza déclara qu'il était devenu président par la volonté de Dieu non par la volonté populaire. Il se dit de la mouvance des présidents « *born again* », supposés guidés par la bible !



Nkurunziza en pleine transe (source : Burundi news)

Depuis une dizaine d'années, il organise régulièrement des caravanes d'une semaine où le gotha de son pouvoir est convié à participer de gré ou de force. Pendant cette période toutes les affaires de l'Etat sont bien sûr mises entre parenthèses et les moyens colossaux du même Etat

sont utilisés à des fins purement privés . NKURUNZIZA fait partie des présidents « born again », adeptes des églises évangélistes protestantes essaimant à travers l'Afrique. Avec son épouse Denise Nkurunziza récemment consacrée Pasteur, ils collectent des sommes colossales qui en plus du vol des fonds de l'Etat leur permettent de vivre dans l'extravagance au détriment du reste de la population. Par exemple à l'issue du congrès du parti tenu à Gitega du 23 au 24 décembre 2006, le magnanime et richissime planteur d'avocatiers a fait un don de 250.000.000 frs Bu (250.000\$US) au Parti. Il établit des relations avec des groupes religieux d'extrême droite étasuniens et du monde entier, même au niveau du congrès étasunien. Ces congressistes ont appelé le 29 mai 2015 la communauté internationale et tous les burundais à soutenir Nkurunziza. Pour renforcer et fidéliser les milieux religieux qui lui sont acquis, le pouvoir a conçu un véritable plan de financement des sectes, dont certaines sont même créées pour les besoins de la cause. Et pour affaiblir les Eglises qu'il ne contrôle pas, Nkurunziza suscite des noyaux de dissidence

En plus d'une chorale qui l'accompagne dans ses croisades politico-religieuses, Nkurunziza dispose d'un club de football dénommé « Alléluia » dont il est le capitaine. Cette fameuse équipe disposerait de plus de moyens financiers que l'équipe nationale.



Le Président Nkurunziza lave les pieds de ses coreligionnaires comme Jésus l'avait fait à ses disciples.

L'autre « truc » de NKURUNZIZA, ce sont les travaux dits communautaires. Il y participe tous les samedis , paralysant toute autre activité sur le plan national, y compris le mouvement des touristes et autres citoyens, pour montrer sa communion avec le peuple. Il s'agit en réalité d'une propagande permanente avec les moyens du contribuable.

b. Une situation sociale catastrophique.

L'idée séduisante , reprise d'ailleurs du programme du CNDD, d'enseignement primaire gratuit a été travestie. Des classes pléthoriques, une mauvaise formation et une paupérisation des

enseignants ont abouti à une baisse de niveau scolaire de façon catastrophique.



Une enseignante en classe au Burundi, avec un de ses enfants au dos et le 2^{ème} à ses côtés (Photo Iwacu).

L'autre décision qui avait donné l'espoir aux populations concernait les soins de santé gratuits aux femmes enceintes et aux enfants âgés de mois de cinq ans. L'improvisation et la précipitation qui ont marqué cette mesure ont plongé les structures sanitaires dans un gouffre abyssal dont ils mettront longtemps à se sortir.

L'enseignement supérieur est progressivement privatisé. D'après le rapport d'une ONG nationale, **« alors qu'en 2001, au moment de la création de la plupart des établissements privés, les effectifs du public sont treize fois plus élevés, avec respectivement 7468 et 542, en cinq ans ceux-ci se rapprochent et passent à 11184 à 9639, pour être au même niveau, une année après. A partir de 2009, les effectifs du privé dépassent ceux du public »**³

Les burundais vivent un véritable calvaire : les fonctionnaires et autres agents de l'Etat perçoivent avec de plus en plus de retard leurs salaires de misère, ils sont payés grâce aux appuis budgétaires accordés par le FMI ou l'UE. Le Burundi a le SMIG le plus bas du monde : 6 dollars ou environ 7200f bi par mois. L'inflation a rendu la vie intenable.

c. Droits humains bafoués par une redoutable machine de terreur et de répression.

Nkurunziza et son parti s'appuient sur les forces de sécurité et sa milice Imbonerakure pour écraser toute contestation et étouffer toute volonté de changement.

³ Rapport de l'analyse du fonctionnement et de financement de l'enseignement supérieur privé au Burundi.OAG, Bujumbura Août 2012.

- La première structure de répression est le Service National de Renseignement (SNR), véritable police politique. Avec à sa tête un analphabète devenu général, il s'est illustré dans l'élaboration de faux complots et des assassinats. Le complot le plus connu est le faux coup d'Etat de 2006 qui avait abouti à l'emprisonnement de Domitien Ndayizeye et Alphonse Marie Kadege respectivement anciens président et vice-président de la transition. Quant aux assassinats, ils sont innombrables : l'on peut citer l'assassinat de trois sœurs religieuses en septembre 2014, le massacre de Katumba le 21 septembre 2011 qui a fait 39 morts, l'assassinat la nuit du 8 au 9 avril 2009 de Manirumva Ernest vice président de l'Organisation de lutte contre la corruption et les malversations économiques (OLUCOME), il aurait été victime d'une enquête qu'il diligentait sur le commerce illicite des armes par certains caciques du pouvoir etc.
- La police : elle est composée essentiellement par les anciens combattants du cndd-fdd et le commandement est assuré par les officiers très fidèles au président Nkurunziza. La police n'hésite pas à tirer à balles réelles sur des manifestants à mains nues.
- La milice *Imbonerakure* : officiellement il s'agit du mouvement des jeunes du CNDD-FDD. Mais en réalité il s'agit bel et bien d'une milice armée. Ses membres suivent une formation militaire dans le secret et disposent des armes à feu. Ils sont organisés en compagnie pour chaque colline. Ils travaillent main dans la main avec le Service National de renseignement et la police. Par endroit, ils se substituent carrément à la police. Ils exercent une terreur permanente contre les militants des partis d'opposition et des actes de contrainte sur des citoyens afin qu'ils adhèrent à leur parti.
- La justice : elle est totalement inféodée au pouvoir du CNDD-FDD. Les magistrats qui tentent de défendre l'indépendance de la justice sont marginalisés voire persécutés.

d. Une corruption permanente et généralisée et les détournements des deniers publics.

Depuis une décennie, le Burundi fait partie des dix pays les plus corrompus du monde selon les rapports de *Transparency International*.

La corruption, la privatisation des entreprises de l'Etat et les détournements des deniers publics ont des conséquences désastreuses sur la vie des populations : 60% de la population souffre de faim, le chômage frappe durement la jeunesse, le Burundi fait partie des cinq pays les plus pauvres du monde et l'indice de développement humain est parmi les plus bas (180^{ème} sur 187 pays)⁴. La plupart des familles se contentent d'un seul repas par jour. Alors qu'en 2000 le kilo de riz coûtait environ 420 francs, il est aujourd'hui dans les 1400 francs (1\$US) !

Par contre, une minorité d'oligarques se construisent des villas cossus, roulent dans des 4x4 rutilants neufs, disposent des comptes bancaires bien garnis surtout à l'étranger.

Tout s'achète au Burundi : un poste politique, une bonne place sur la liste électorale, l'emploi, les procès, une participation aux missions de paix pour les militaires, etc., tout se monnaie !

L'or, la cassitérite, le coltan sont exploités et exportés illégalement par les dignitaires du pays et aucun impôt n'est versé à l'Etat.

Les contrats d'exploration du sol du pays sont signés dans une opacité totale.

Les entreprises de l'Etat sont sauvagement privatisées, rachetées par les dignitaires du CNDD-FDD cachées derrière des sociétés-écrans.

⁴ Classement IDH 2013

Le système CNDD-FDD est corrompu jusqu'à l'os. En 2008 le Burundi était classé respectivement au 158e rang (sur 180) du monde et au 35e en Afrique subsaharienne. Quasiment parmi les 20 pays les plus corrompus du monde. « Si les notes du Bénin, de la Mauritanie et du Nigeria ont progressé de manière significative cette année, celles du Burundi et de la Somalie se sont sensiblement dégradées » (TI). « ... La guerre civile a de nouveau menacé le Burundi en 2007 après la rupture de l'Accord pour la Paix d'Arusha, et la corruption s'aggrave dans de nombreux secteurs. Aucune enquête n'a été menée à la suite des nombreuses allégations de corruption visant des responsables de haut niveau, et les « déclencheurs d'alerte » ne bénéficient de quasiment aucune protection. Ainsi, la corruption demeure un obstacle majeur au développement économique et commercial du pays. », poursuit TI.

En 2009 : 168e rang mondial sur 180 et 42e en Afrique au sud du Sahara sur 47, le Burundi a même régressé avec un score corruption de 1.8 sur 10 (on devrait dire de non corruption, car la meilleure note de 10 est réservée aux pays « sans » ou, pour rester réalistes, à la moindre corruption). 2010, pas d'amélioration: 170e sur 180 toujours, le Burundi a encore chuté avec un score de 1.8 qui se maintient certes, mais avec 2 places plus en arrière. 2011 : parmi le peloton caudal pour, le Burundi à la 172e place (cette fois sur 182 pays évalués), avec une note invariablement devenue très burundaise de 1,9. 2012 : Idem. 165e sur 174,

Quelques dossiers connus, hélas non exhaustifs. Avant le nickel et les autres minerais cités plus haut, il y eut le détournement des fonds du FED, la vente de l'avion présidentielle, le fameux Falcon 50, les commandes des haricots, des chaussures pour la police, des véhicules..., les commandes de matériels scolaires aux sociétés étrangères et au détriment des sociétés publiques burundaises, l'affaire INTERPETROL, la mainmise sur les réserves de la banque et renflouer les caisses du parti (l'on se rappelle le limogeage bruyant de l'Administrateur Directeur Général de la BCB d'alors, avec des sacs de USD trouvés à domicile, le pillage des minerais de wolframite de MUYINGA par les responsables militaires et de la police, en tête desquels figurait un certain Général à la tête des renseignements nationaux, non sans collusion avec des mains étrangères.

L'OLUCOME a aussi, à une certaine époque, dénoncé ce pillage et des containers desdits minerais avaient été saisis par la direction des douanes.

Comme on le sait, la corruption est une des manifestation d'un Etat sans état de droit, d'un degré poussé d'immoralité dans les affaires publiques, d'injustice car la chose publique appartient à tout le monde. "La corruption enferme des millions de personnes dans la pauvreté," déclarait un jour Huguette Labelle, alors à la tête de Transparency International.

e. Une économie dépendante de l'extérieur.

Le Burundi dispose de multiples atouts qui permettent normalement d'espérer un avenir meilleur et de consolider son indépendance. Parmi ces atouts : un peuple laborieux et travailleur à 85% paysan, discipliné mais également des ressources naturelles appréciables. C'est notamment, à part les terres cultivables et les ressources hydrauliques : le nickel, l'uranium, les oxydes de terres rares, la tourbe, le cuivre, le cobalt, le platine, le vanadium, l'or, le pétrole, l'énergie hydroélectrique etc. Les plus importantes de ces ressources comme le nickel ne sont pas encore exploitées.

Dans un pays, on ne peut pas parler d'économie sans production des biens matériels et des services pour la satisfaction des besoins sociaux essentiels de sa population: sécurité alimentaire et eau potable, logements, infrastructures de transports, production de l'énergie, santé, éducation,

respect de l'environnement, maîtrise de la science et de la technique, emploi, la qualité de la vie en général...

Au regard de la situation économique du pays, la situation est catastrophique comme l'ont révélé précédemment les différents indicateurs socio-économiques. Nous assistons à la persistance et l'aggravation des problèmes économiques et sociaux: la chute du pouvoir d'achat de plus de 500% depuis 1993, la fermeture des entreprises, l'absence presque totale d'industries, le chômage touche plus de 60% de jeunes, inégalités, misère, violences. Ces problèmes sont accentués par une chute vertigineuse de la production dans tous les secteurs de l'économie réelle, primaire et secondaire, un budget chaque année déficitaire avec comme conséquence une dépendance extérieure. Le Budget annuel de l'Etat est régulièrement financé à 52% par des bailleurs de fonds selon Rufyikiri Gervais, deuxième vice-président dans sa récente déclaration sur France 24, mercredi le 24 juin 2015.

Un Etat dont la production énergétique ne dépasse guère 20MW n'a pas de ressort pour stimuler le secteur industriel. Un Etat dont les crimes économiques de corruption ont dépassé plus de 500 millions de dollars en dix ans ne peut pas redresser son déficit budgétaire. Plus de 80 cas de corruption grave, concernant souvent des milliards de francs ont été recensés par l'OLUCOM, l'Organisation de Lutte Contre les Malversations Economiques.

En résumé, la situation socio économique au Burundi est caractérisée par une contradiction entre une paupérisation sans cesse croissante des masses populaires (en majorité paysanne 85%, les employés du secteur public 10%, la classe moyenne 5%) et la concentration du capital de plus en plus grande dans les mains de l'oligarchie dirigeante, une bourgeoisie compradore et parasitaire, c'est la principale contradiction interne. Cette oligarchie est constituée principalement des dirigeants issus des régimes qui se sont succédé depuis l'indépendance du pays en 1962. Elle s'est enrichie sur le dos du peuple par la corruption et le crime, par le bradage des entreprises de l'Etat en procédant à des privatisations sauvages (ONATEL, ONAPHA, COTEBU, REGIDESO...). Elle contrôle une plus-value excessive. L'argent volé n'est pas investi dans des opérations de production, une partie est utilisée dans la construction des villas luxueuses et somptueuses, une autre est déposée sur des comptes bancaires à l'étranger. Pour cette oligarchie, quitter le pouvoir c'est s'asphyxier et mourir, le pouvoir est pour elle un véritable bouclier protecteur contre le peuple et la justice.

f. Les soutiens extérieurs du CNDD-FDD.

Jusqu'à récemment, les mêmes soutiens qui avaient manœuvré pour mettre Nkurunziza au pouvoir sont restés à ses côtés pendant les dix années de règne. Au moins quatre chefs d'Etat de la région ont gardé de très bonnes relations de bon voisinage, notamment du Rwanda, de l'Ouganda, de la Tanzanie et du Soudan. Cependant ses relations avec le Rwanda ces derniers temps tendent à se détériorer suite au rapprochement que Nkurunziza a fait avec la Tanzanie (pour des intérêts économiques et géopolitiques flous), mais aussi au rejet du troisième mandat de Nkurunziza par le président rwandais. Pour rappel, la Tanzanie a joué un rôle moteur pour chasser le M23 de la RDC, celui-ci étant un mouvement armé taxé de bénéficier des soutiens de Kigali. Le Rwanda se basant sur des enquêtes de l'ONU reprocherait à Nkurunziza de soutenir les FDLR, un parti armé d'opposition basé en RDC.

En Afrique Centrale, Nkurunziza est lié à certains hommes d'affaires gabonais, il voyage souvent avec un jet privé d'un certain homme d'affaires gabonais, selon certaines sources, Nkurunziza détiendraient des sommes colossales sur des comptes dans des banques gabonaises. Au Nord,

avec le renoncement à la reconnaissance de la République Sahraoui, Nkurunziza a effectué un rapprochement important avec le Maroc, pays où il détiendrait aussi des comptes bancaires.

En général, selon des sources concordantes, Nkurunziza et son oligarchie sont impliqués dans des réseaux mafieux de commerce des minerais, des armes et de la drogue

Le président NKURUNZIZA a su s'attirer les bonnes grâces de l'Occident notamment des Etats Unis en envoyant plus de 5000 hommes en Somalie. Malgré des pertes importantes au sein des troupes burundaises, NKURUNZIZA a maintes fois répété qu'il ne retirera ses troupes qu'à la fin de la mission ! Il a aussi dépêché environ 1000 soldats en Centrafrique, à la grande satisfaction de la France.

Le régime du CNDD-FDD a signé des accords concernant « le personnel des Etats Unis en République du Burundi ». Cet accord qui hypothèque la souveraineté du pays permet entre autres *«les membres des forces armées américaines, le personnel civil du Département de la Défense Américaine et les sous-traitant des USA mèneraient des activités d'entraînement, d'exercice ou d'action humanitaire au Burundi (art.2), et jouiraient des privilèges, exemptions et immunités au même titre que les diplomates (art.3). Ils entreraient et sortiraient librement du Burundi avec des documents délivrés par les seules autorités Américaines. La validité de leurs licences et permis de conduire seraient reconnus comme tel. Ils pourraient porter des uniformes et des armes (art. 3, 4, 5 et 6) et qu'en matière pénale, c'est le droit américain qui s'appliquerait au Burundi (art.7). »*⁵

La politique de privatisation à outrance des sociétés publiques n'est pas pour déplaire les libéraux et autres marchands du village mondial globalisé qui dirigent la plupart des grands pays de l'occident.

Aussi, malgré la corruption, la gabegie et la violation massive des droits de l'homme, par des calculs d'intérêts divers des uns et des autres, le système CNDD-FDD a continué de bénéficier du soutien de l'Occident, des Eglises Catholique et Protestantes ainsi que de certaines puissances régionales, jusque très récemment.

C'est ainsi que Nkurunziza et sa clique ont tripatouillé impunément les élections de 2010 malgré les preuves indiscutables et la protestation de l'opposition ; mais celles-ci ont été validées par la plupart des chancelleries occidentales.

Les excès du régime et le risque d'une explosion révolutionnaire ont-ils obligé les puissances occidentales à lâcher leur poulain ?

5. La crise dite du 3^{ème} mandat.

La corruption, le verrouillage de tout espace d'expression politique, la paupérisation de la majorité de la population d'un côté, l'opulence et l'arrogance d'une minorité dirigeante de l'autre ont fini par révolter une population qui avait espéré des bénéfices de la paix après une longue guerre civile.

Le peuple espérait voir le changement avec la fin du deuxième mandat de Nkurunziza. Et les burundais savent par expérience, que Nkurunziza s'il se représente gagnera nécessairement les élections. Une commission électorale qui lui est dévouée, une milice pour terroriser la population, une cour constitutionnelle conditionnée, sont des garanties pour une victoire absolue pour Nkurunziza et le CNDD-FDD.

⁵ http://www.arib.info/index.php?option=com_content&task=view&id=8485

Certes le 3^{ème} mandat est anticonstitutionnel et contraire aux accords d'Arusha. Mais les sacrifices consentis par la population burundaise notamment sa jeunesse vont au-delà de la défense de la constitution et des accords d'Arusha. C'est la volonté du changement, la volonté de mettre fin au chômage, à la misère, aux assassinats, à la corruption, au bradage des entreprises de l'Etat et à l'arrogance des dirigeants. La fin de la guerre civile et l'avènement de nouveaux visages dans le paysage politique burundais n'a pas signifié liberté encore moins démocratie. A certains égards la situation serait même pire que sous les régimes sanguinaire, monopartites et militaro-civile du passé. Les Burundais ont donc soif de lendemain meilleurs et de perspectives d'avenir. La candidature au 3^{ème} mandat de Nkurunziza met fin à tout espoir de voir des lendemains meilleurs. Pour cela des jeunes manifestent quotidiennement des dizaines de jours malgré des dizaines de morts par balles, des centaines de blessés, et des centaines d'arrestations suivies souvent par des actes de tortures.

Le risque de guerre civile à caractère ethnique, levier sur lequel joue le pouvoir en perte d'arguments, à mesure même de provoquer un embrasement de toute la région pourrait expliquer la mobilisation toute relative des pays occidentaux contre le 3^{ème} mandat de Nkurunziza.

Notons que cette région de l'Afrique Centrale et de l'Est, qui regorge de plus de 40 % des réserves des matières géostratégiques et des immenses réserves d'eau et de bois ... présente un intérêt particulier pour les multinationales et certaines grandes puissances.

6. L'après Nkurunziza et le système du CNDD-FDD.

Il est difficile de s'imaginer que le système du CNDD-FDD va survivre à la crise actuelle. Si la population ne régresse pas dans les antagonismes ethniques d'antan, il est indéniable que le pouvoir qui succédera à celui actuel aura l'obligation de tenir compte de la volonté de la population de voir ses conditions de vie s'améliorer et les bases d'une vraie démocratie se mettre en place.

L'opposition est certes disparate ; certains parmi les opposants voudraient juste se substituer au CNDD-FDD, il existe aussi au sein de l'opposition des démocrates-libéraux ou des gens malléables et corruptibles pour faire du "business as usually" et une frange importante de progressistes et résolument démocrates regroupés autour du parti CNDD dirigé par Léonard NYANGOMA.

Il est à parier que les manœuvres de certaines puissances occidentales et de leurs alliés de la région sont très engagées afin que le prochain pouvoir soit dirigé par leurs poulains libéraux. Les organisations progressistes africaines, européennes, et latino-américaines ont le devoir révolutionnaire et urgentissime d'apporter leur soutien aux progressistes burundais dans ces moments décisifs pour l'avenir de la gauche au Burundi dans la région et dans le monde. Le monde est devenu un village et un battement d'aile au Burundi pourrait avoir des conséquences d'ouragan en Papouasie ou sur la Cordillère des Andes etc. La mobilisation pour soutenir les démocrates et progressistes burundais doit procéder d'une bonne compréhension de la situation complexe du pays, au-delà des clichés servis à l'emporte pièce par nombre de médias occidentaux et d'ailleurs au service de la mafia commerçante du monde. Même parmi ceux des occidentaux qui contestent le troisième mandat illégal à Nkurunziza, tous ne sont pas mus par l'amour du peuple burundais. Il sied donc d'y voir clair et d'intervenir rapidement en faveur des progressistes autour des partis œuvrant avec le CNDD de Léonard Nyangoma.